

Sommet UE-UA : la géopolitique au centre des débats

Repoussé à plusieurs reprises en raison de la pandémie de Covid 19, le sixième Sommet Union européenne -Union africaine (UE-UA) s'est finalement tenu les 17 et 18 février à Bruxelles. Cinq ans après le sommet UA-UE d'Abidjan en 2017, la rencontre de Bruxelles s'est déroulée dans un contexte marqué par d'importants enjeux géostratégiques : les tensions au Sahel (le retrait des troupes françaises au Mali et le coup d'État au Burkina Faso en janvier 2022) et le renforcement de la relation des États africains avec de nouveaux partenaires. En introduction de la rencontre, le président de l'UA et du Sénégal, Macky Sall, a appelé à « *un partenariat renouvelé* » reposant sur un « *nouveau logiciel* ». En définitive, le Sommet a permis de réaffirmer les grandes lignes directrices du partenariat Afrique-Europe, et notamment la promotion des investissements en tant qu'outils de développement et le soutien à la jeunesse africaine.

Les grands sujets abordés durant le sommet

Outre les discussions sur les grandes orientations du partenariat, le sommet de Bruxelles a traité des sujets plus spécifiques qui guideront les relations Afrique-Europe dans les prochains mois :

La pandémie de Covid-19

Alors que seuls 11 % des Africains étaient pleinement vaccinés au début février 2022, les travaux de la conférence ont porté à la fois sur l'augmentation des dons de vaccins européens et sur l'amélioration des capacités de production africaine. L'Europe a renouvelé ses engagements de livrer 450 millions de vaccins en Afrique d'ici l'été 2022, de mobiliser 425 millions d'euros pour étendre les campagnes de vaccination et d'aider la production de vaccin ARN sur le continent à hauteur de 1 milliard d'euros. À l'occasion du sommet, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a annoncé que l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie bénéficieront d'un programme de transferts de technologies leur

permettant de produire des vaccins ARN. Il sera réalisé en partenariat avec les industries pharmaceutiques et les gouvernements concernés.

Un point de divergence a cependant perduré sur la question sanitaire, puisque l'Union européenne n'a pas soutenu le souhait de plusieurs pays africains (en particulier de l'Afrique du Sud) de lever des brevets des laboratoires pharmaceutiques occidentaux.

Le Global Gateway

Dévoilée en décembre 2021, la stratégie Global Gateway a pour ambition de stimuler, partout dans le monde, les investissements publics et privés européens dans les infrastructures, la transition verte, la transformation numérique, l'emploi, les transports et le développement humain. Avec un budget de 300 milliards d'euros, cette initiative, annoncée quelques jours après le sommet Chine-Afrique à Dakar, en novembre 2021, peut être perçue comme une réponse à la Nouvelle route de la soie¹.

Plus largement, elle est une réponse à la multiplication des partenariats entre l'Afrique et de nombreux pays : la Russie sur les questions sécuritaires, le Royaume-Uni et la Turquie sur les accords commerciaux, ou encore les États-Unis,

¹ La Nouvelle route de la soie est un projet chinois démarré en 2013 qui a pour but de créer un ensemble

d'infrastructures portuaires, ferroviaires et terrestres reliant la Chine à l'Europe.

qui organiseront prochainement un sommet avec l'Afrique.

À l'occasion du Sommet UE-UA, l'Union européenne a réaffirmé sa volonté de diriger au moins 150 milliards d'investissements vers l'Afrique au cours des six prochaines années dans le cadre du Global Gateway. D'après la déclaration finale, ces fonds soutiendront des projets « portant sur les investissements, la santé et l'éducation ».

La Commission européenne liste actuellement les projets qu'elle souhaite plus précisément soutenir.

L'émission de Droits de tirage spéciaux (DTS)

Le Fonds Monétaire International (FMI) a adopté, en août 2021, une décision visant à réallouer 55 milliards de dollars de Droits de tirage spéciaux² (sur 650 milliards), afin d'atténuer les effets économiques de la crise sanitaire mondiale. Dans ce cadre, il est prévu qu'une enveloppe de 33 milliards soit spécifiquement destinée au continent africain. Les DTS étant actuellement répartis entre les membres du FMI au prorata de leur richesse, la proposition des pays européens, et en particulier de la France, est de les réallouer aux économies les plus fragiles. Alors que 13 milliards de DTS ont été réalloués, pour l'instant, par les pays européens, la déclaration finale du Sommet appelle à « canaliser une partie des DTS afin de réunir 100 milliards de dollars d'aide en matière de liquidités pour les pays qui en ont le plus besoin, dont une grande partie devrait être destinée à l'Afrique ».

Enjeu de durabilité

Les échanges au cours du sommet ont laissé apparaître des divergences assez nettes sur les questions environnementales et le développement durable.

En effet, le Président de l'Union africaine, Macky Sall, a prôné un « maintien des hydrocarbures » pour un « accès équitable à l'énergie » alors que « 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité », et a demandé aux partenaires européens de tenir « compte des capacités de l'Afrique ». Cette déclaration s'oppose nettement aux priorités du Green Deal, programme dont la Commission européenne fait une priorité.

Sur un autre volet, le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, s'est montré citrique sur le règlement visant à prévenir l'importation de matières premières agricoles liées à la déforestation³, également promu dans le cadre du Green Deal. À ce propos, il a déclaré que « ce n'est pas dans l'intérêt de l'UE... Si les Européens ne veulent pas acheter notre cacao, d'autres l'achèteront » et a estimé que plutôt que de faire des « menaces, travaillons ensemble à ce que la production de cacao soit durable ».

La France, défenseuse de l'agriculture dans le partenariat avec l'Afrique ?

À la tête de la diplomatie européenne lors de ce sommet, Emmanuel Macron et Charles Michel, président du Conseil européen, sont deux personnalités dont l'intérêt pour les relations entre l'Europe et l'Afrique est connu. Dans son discours d'introduction, Emmanuel Macron a réinterrogé la notion d'aide, dans la lignée de ses déclarations lors du sommet Afrique-France de Montpellier, en octobre 2021. « À Montpellier, j'ai été interpellé sur les mots qui blessent, les mots qui pèsent. Et on nous a reproché les mots d' « aide » et le mot de « développement ».

Alors j'ai dit nous, on parle maintenant de « finance en commun », on parle d'« investissements solidaires », mais très clairement j'ai senti que l'« aide au développement » ça ne passait plus », a-t-il déclaré dans son discours introductif.

² Le DTS est un avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres.

Les DTS sont échangeables par les pays qui les détiennent dans une des devises qui leur sert de référence (pour le moment le dollar, l'euro, la livre et le yen).

³ Adopté en novembre 2021, le règlement fixe les règles d'une diligence raisonnable obligatoire pour les entreprises qui souhaitent mettre ces produits sur le marché de l'UE, l'objectif étant de garantir que seuls des produits conformes à la législation et sans lien avec la déforestation sont autorisés sur le marché de l'UE.
Source : [commodafrica](https://www.commodafrica.com).

Il a rappelé la détermination de l'Union européenne pour bâtir une relation d'« égal à égal » reposant sur une culture du projet.

Emmanuel Macron a également souligné l'importance du secteur agricole en évoquant la Grande muraille verte⁴, dont il espère qu'elle se traduira par « *des dizaines de milliers de petits projets agricoles* ». Dans le cadre de ce projet, une initiative conjointe UE-UA a été lancée lors du Sommet pour développer la culture de protéines végétales en Afrique. Quelques semaines plus tard, à l'occasion de la Réunion informelle des ministres européens chargés du développement, qui s'est tenue les 6 et 7 mars à Montpellier, Jean-Yves Le Drian, Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, a réaffirmé le soutien de la France à la Grande muraille verte et a estimé qu'elle devrait permettre de « *mettre en œuvre une nouvelle agriculture qui permette de fixer les populations* ».

Globalement, les principaux enjeux du secteur agricole et rural ont été traités au travers de questions transversales. L'agriculture a également fait l'objet d'une des six tables rondes organisées en début de rencontre. Dans sa déclaration finale, le Sommet reconnaît « *l'importance de la sécurité alimentaire et de la nutrition et not[er] avec satisfaction que l'UA en a fait le thème de l'année 2022⁵* ».

Conclusions et perspectives actuelles

Si le sixième Sommet UE-UA a abouti à la formulation d'une « *vision commune* », il est marqué par une rupture du ton des discussions entre les deux continents.

En effet, les représentants africains n'ont pas hésité à rappeler que l'Europe n'est pas le seul partenaire du continent. Ainsi, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a souligné que l'Afrique dispose d'« *une diversité de partenariats qui n'ont pas la même histoire, qui ne sont pas moins pertinents et avantageux pour l'Afrique et qui sont dignes de respect* ». Face à ce changement de posture, l'Union européenne réaffirme son intention de cheminer de l'aide au développement au co-développement. Quelques semaines après le sommet, le déclenchement de la guerre en Ukraine tend à renforcer ce discours stratégique. Lors de la Réunion informelle des ministres européens du Développement, Josep Borel, Vice-président de la Commission européenne, a affirmé que la Commission européenne et le Conseil européen sont à la recherche d'une Europe plus géopolitique et que « *la crise ukrainienne agit comme un catalyseur dans cette recherche* ». À cette occasion, Jean-Yves Le Drian a estimé que « *le développement [est] aussi une compétition d'influence* ».

L'alimentation et l'agriculture sont au centre des enjeux géopolitiques actuels, l'Ukraine étant le quatrième fournisseur mondial de blé et comptant pour la moitié des exportations mondiales d'huile de tournesol.

Cette situation a amené les ministres de l'Agriculture du G7 à organiser une réunion extraordinaire, le 11 mars 2022 à Berlin. Ils ont estimé que « *toute nouvelle augmentation des niveaux des prix des denrées alimentaires et de la volatilité des marchés internationaux pourrait*

⁴ La Grande muraille verte est une initiative phare de l'Union africaine pour lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique. Elle a pour but de créer une mosaïque

d'écosystèmes verts et productifs en Afrique du Nord, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

⁵ Cf. site de l'Union Africaine :

<https://au.int/fr/theme/2022/year-nutrition>

menacer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale ».

Le même jour, à l'occasion du Sommet européen de Versailles sur la stratégie de défense militaire et l'énergie, Emmanuel Macron a estimé que l'Europe et l'Afrique « *seront très profondément déstabilisées sur le plan alimentaire* » dans les 12 à 18 mois à venir. Il a indiqué qu'il fallait « *réévaluer nos stratégies de production pour défendre notre souveraineté alimentaire et protéinique, en Europe, mais aussi réévaluer une stratégie à l'égard de l'Afrique* ».

Pour conclure, au regard des propositions faites par Afdi en amont du Sommet, il apparaît clairement que la promotion de Partenariats économiques responsables s'inscrit dans la stratégie du Global Gateway. Le rôle des organisations de la société civile dans les « *investissements solidaires* » est cependant peu évoqué. L'importance de soutenir la jeunesse africaine et de créer des liens entre jeunes des deux continents a également été largement soulignée lors du Sommet, et reste un tropisme du Président français. La proposition d'Afdi de créer une plateforme d'échanges entre jeunes agriculteurs répond à une dimension stratégique du partenariat Afrique-Europe.

Enfin, Afdi est un acteur des projets soutenus par la Présidence française de l'Union européenne, au premier rang desquels la Grande muraille verte et le développement des cultures de protéines végétales en Afrique. Dans la construction d'une relation d'égal à égal entre l'Afrique et l'Europe, l'expérience d'Afdi dans l'établissement de partenariats directs entre les sociétés civiles rurales des deux régions représente une contribution significative.

Les propositions d'Afdi à la Présidence française de l'Union européenne dans le cadre du Sommet UE-UA :

- Investir massivement dans le développement rural
- Faire des systèmes alimentaires durables une priorité
- Conditionner l'aide publique au secteur agroalimentaire
- Respecter l'exception agricole dans les négociations commerciales
- Attribuer davantage d'aide au développement aux organisations agricoles et rurales africaines
- Créer une plateforme afro-européenne de jeunes agriculteurs



www.afdi-opa.org

+33(0)1 45 62 25 54

11, Rue de la Baume
75008 Paris -France

Afdi est engagée vers l'excellence



afnor

Afdi est membre d'AgriCord



Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement. Néanmoins, les idées et les opinions présentées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.

